

questions
de communication

Questions de communication

14 | 2008

Moteurs de recherche. Usages et enjeux

L'émergente Asie face à un occident enfièvre de bulles spéculatives

Emerging Asia Faces western Economies enfeverished by speculative Bubbles

Louis Baeck



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/957>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.957

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 151-181

ISBN : 978-2-86480-981-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Louis Baeck, « L'émergente Asie face à un occident enfièvre de bulles spéculatives », *Questions de communication* [En ligne], 14 | 2008, mis en ligne le 23 septembre 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/957> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.957

Tous droits réservés

> ÉCHANGES

LOUIS BAECK

Katholieke Universiteit Leuven, Belgique

louis.baeck@econ.kuleuven.be

L'ÉMERGENTE ASIE FACE À UN OCCIDENT ENFIEVRE DE BULLES SPÉCULATIVES

Résumé. — Quelles que soient les forces d'uniformisation exercées par la gouvernance occidentale, un contre-courant porteur de trajectoires de modernisation et de dynamiques asiatiques se manifeste avec une assertivité qui nous dérange. Les champions de la croissance économique de ces régions sont les catalyseurs d'un basculement géopolitique sans précédent. Afin de bien comprendre l'ascendance et les aspirations des locomotives émergentes d'Asie ainsi que du réveil de l'islam asiatique, la lecture de leurs écrits s'impose. L'analyse de ces différentes cultures discursives qui éclairent leurs trajectoires est une bonne voie pour accéder à une perspective du dedans. En Occident, nos analystes ont l'habitude de percevoir « les autres de ce monde » par le seul prisme de nos propres concepts et normes. L'intelligentsia d'Asie comme celle du monde islamique nous accusent de narcissisme intellectuel. Leurs thématiques nous aideront à élargir notre registre conceptuel et l'horizon épistémologique. Car, dans un contexte globalisé, le concept d'humanité et les modes de son devenir n'appartiennent déjà plus à une seule tradition de pensée. L'évaluation des quatre types de mondialisation – la trajectoire de la Chine, de l'Inde, du monde islamique et des États-Unis – nous fera mieux connaître les mouvements de fond qui transforment et déterminent le monde dans lequel nous vivons.

Mots clés. — Culture discursive asiatique, regards islamiques sur la mondialisation, sanskritisation, pôles de croissance de Chine, bulles spéculatives, quatre types de mondialisation, mondialisation et déclin d'empires, narcissisme intellectuel occidental, macro-économie globalisée, débat américain géopolitique.

Il y a des vocables qui orientent une époque. Aujourd'hui, c'est celui d'« Asie » qui est en vogue. L'étymologie de ce mot courant est charmante, son origine étant associée au soleil. Venant d'Orient, le vocable Asie est lancé par les astronomes assyriens à l'orée du premier millénaire avant notre ère pour désigner et positionner le lieu où se lève le soleil. À notre époque, c'est la région où le soleil de la renaissance culturelle et de la croissance économique s'est levé et brille d'un éclat sans égal. La montée en puissance de l'Asie émergente et le syndrome de crise financière en Occident signalent que nous vivons une période charnière de la globalisation. C'est une rupture dialectique propulsée par la réorientation, voire le renversement des axes d'impulsion économique avec un déplacement des pôles de croissance. Quelques chiffres aideront à saisir l'ampleur de ce basculement. Alors que la croissance des États-Unis est en panne, avec en prévision un taux annuel de 1,3 % en 2008 et de 1,4 % pour l'Europe, les pays émergents d'Asie maintiendront un score élevé de 8,5 à 9 %. Les pays pétroliers du Moyen-Orient et aussi la Russie bénéficieront d'une croissance de 6 % à 7 % en raison de leurs prix d'exportation et donc des termes d'échange exceptionnels. Dans son rapport *Dancing with Giants* (2007), la Banque mondiale présente les deux géants asiatiques (la Chine avec 1 308 millions d'habitants, l'Inde avec 1 110 millions) comme les nouvelles locomotives de l'économie mondiale. Sur la base des chiffres présentés, l'Asie contribue à la moitié de la croissance du revenu mondial (la Chine 30 %, l'Inde 10 %) contre seulement 15 % pour la part des États-Unis et 8 % pour l'Union européenne (UE25). Il est piquant de constater que les champions de la croissance économique des dix dernières années (avant tout, les deux géants cités plus le Vietnam – 85 millions d'habitants) sont des turbos avec des stratégies de développement différentes de ce qui est considéré par les Occidentaux comme le modèle orthodoxe.

Pour nos responsables des politiques d'exportation et de la concurrence commerciale, le plus déroutant est le fait que nos consommateurs achètent en quantité grandissante les produits et services exportés à relativement bas prix par ces nouveaux moteurs mondiaux. Les statistiques du commerce extérieur apprennent que, en ce domaine, la Chine, qui est la plus hétérodoxe en matière de stratégie, est également championne dans la conquête de nos marchés. En 2007, le surplus de la balance commerciale du « Grand Dragon » avec l'UE25 se chiffrait à 167 milliards d'euros (250 milliards dollars) et à 295 milliards de dollars avec les États-Unis. Ce palmarès commercial renfloue les caisses de la Banque centrale de Pékin avec d'énormes quantités de devises et donc de réserves internationales. Ces trésors fonctionnent comme un puissant levier sur la scène mondiale et sont utilisés comme appât dans les âpres enjeux géopolitiques. L'influence de l'Asie se manifeste particulièrement dans deux domaines : le marché des matières premières (incluant le

pétrole) et celui des taux de change. L'Asie est devenue créancière de l'économie américaine. Et ses placements financiers à Wall Street influencent à son avantage le taux de la parité du dollar avec le yen japonais et le yuan chinois.

Ces ondes de choc économiques et géopolitiques se répercutent dans la littérature sur la mondialisation, surtout celle qui traite des nouveaux facteurs d'influence entre le centre du système de la gouvernance globale et les « périphéries » d'antan. L'Asie émergente se sent majeure et entend être reconnue comme telle. Cette ambition s'exprime dans les publications et thématisations polémiques de leurs élites dominantes dont un courant incisif proclame les dragons et tigres d'Asie comme les démiurges de notre époque. Donc, la dialectique ne se profile pas seulement dans les domaines économiques et géopolitiques, mais également dans la sphère géoculturelle. *The New Asian Hemisphere. The Irresistible Shift of Global Power to the East* (2008), le livre de Kishore Mahbubani, ancien ambassadeur de Singapour auprès des Nations Unies, est un spécimen emblématique de ce courant. Nous évoluons vers des temps nouveaux. Plusieurs thématisations déclinent le thème de la mondialisation avec des méthodes et à partir de perspectives différentes. Guidées par des paradigmes divergents et originaires de cultures autres que les nôtres, ces analyses sont des prismes d'élargissement de notre savoir qui rendent la société mondiale plus transparente et visible à elle-même.

Notre contribution vise à illustrer la dialectique de la culture discursive en prise avec la mutation des rapports de force dans le domaine matériel. Après l'implosion du communisme en Union soviétique et en Europe centrale, et suite à l'insertion du capitalisme d'État de la Chine dans les marchés et le système de production planétaire, le terme « mondialisation » devint un mantra ou un slogan sacré de l'élite occidentale. Ce vocable symbolise et diffuse l'idée de l'universalité de notre modernité. Et, pendant un bref moment, les partisans optimistes de la globalisation ont eu l'illusion de la plénitude des temps. Avec le triomphe de l'économie de marché sur les adeptes du plan, l'histoire universelle semblait être sur le point d'atteindre son achèvement. Or, depuis, la thématisation sur la mondialisation a parcouru des phases marquantes pendant lesquelles son axe opératoire, sa signification et ses modalités de contrainte ont subi des modifications notoires.

Dans un premier temps, les gestionnaires des grandes firmes multinationales ont célébré la globalisation des chaînes et structures de production industrielles et financières comme la réalisation d'une économie sans frontières. À leur suite, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont préconisé une gouvernance mondiale sous l'empire du néolibéralisme

et des règles des marchés financiers occidentaux. En harmonie avec ce projet, les média, les acteurs intellectuels de la superstructure et du *life style* véhiculaient des flux d'idées et de valeurs du centre occidental vers le reste du monde. De leur côté, les Organisations non gouvernementales (ONG) ne contestaient nullement l'occidentalité du projet. Au contraire, elles exportaient leur culture normative en vogue dans la société civile occidentale : la démocratie participative sous forme de politique de base, ou d'en bas, et les droits individuels. Dans leurs analyses, les publicistes occidentaux avaient pris depuis belle lurette l'habitude d'évaluer les stratégies et pratiques des autres civilisations à partir de principes et d'idéaux actuellement en vogue chez nous. Suivant ce procédé, les « autres » sont jugés suivant des normes et des critères qui ne sont pas les leurs. Tous les acteurs marquants se profilaient comme des agents « porteurs » de la globalisation à l'occidentale. Dans les zones asiatiques d'ancienne culture et dans le monde islamique, cette mondialisation a suscité de vives réactions, comme aussi en Afrique noire. La propagation, à l'échelle de la planète, non seulement du système économique de l'Occident mais aussi de ses idées, ses méthodes de pensée, ses normes, son style de vie ainsi que de son dessein pour l'avenir de tous, a engendré des résistances identitaires. Notre narcissisme, qui continuait à décliner à l'infini ses propres thèmes dans un monde globalisé, était taxé d'inceste culturel occidental et dévalorisé comme unilatéral par les élites émergentes. Et quand l'armée américaine a déployé sa force en Irak et que les régiments de l'OTAN ont occupé l'Afghanistan, les Arabes et les musulmans du monde entier ont eu le sentiment qu'on voulait les pousser hors de l'Histoire. Devant cette avalanche des forces armées dans la région riche en pétrole, les penseurs des cultures non occidentales estiment que mondialisation est un charmant néologisme qui dissimule le véritable projet, celui du contrôle géopolitique de la zone et de l'occidentalisation de la planète entière.

Il est remarquable et significatif que même les deux noyaux centraux de l'Occident (l'Europe et les États-Unis) assument la mondialisation avec des trajectoires spécifiques et des perspectives divergentes. Et en raison de son poids et de son influence, la trajectoire américaine constituera la dernière section de cette démonstration sur les multiples façons de « mondialiser l'économie ». Le fait que les États-Unis, en tant qu'épicentre de l'économie occidentale et pilote hégémonique, sont devenus de plus en plus déficitaires et endettés dans leurs comptes d'investissement étrangers et du commerce extérieur constitue une mutation de taille. C'est l'un des imprévus parmi les plus déroutants de ce temps. Les bulles spéculatives font « la une » des médias et des colloques depuis juillet 2007. La fièvre financière et les déséquilibres dans les agrégats macroéconomiques montrent que Tarzan vit au dessus de ses moyens. Le *doping* monétaire par la Banque centrale (FED) et les innovations financières très risquées

de Wall Street ont produit des turbulences qui sont diffusées à travers l'ensemble du système occidental. Les discours discursifs d'interprétation de ce changement systémique et l'évaluation de cette trajectoire américaine d'insertion « problématique » dans l'économie mondiale illustrent le caractère dialectique de la mondialisation.

Afin d'aiguiser l'analyse sur la répercussion ou l'effet de retour sur l'épicentre, nous estimons qu'il est instructif d'ouvrir l'horizon en nous référant à un précédent historique. Celui de ce moment précurseur de la mondialisation que représente l'Empire espagnol du XVI^e siècle.

Les écrits sur la première mondialisation : l'Empire espagnol

La littérature contemporaine s'est montrée notoirement aveugle quant aux leçons à tirer des précédents historiques. Or, la première mondialisation de l'économie date du XVI^e siècle. Elle s'est produite dans le sillage de la découverte d'un monde nouveau en Amérique et en Asie par les navigateurs et explorateurs portugais et espagnols. Le monde s'étendait brusquement et un vaste pivotement des relations commerciales s'organisait vers la façade atlantique, au bénéfice de Séville, de Lisbonne et d'Anvers, mais aux dépens des ports italiens. Ces ruptures spatiales ont ouvert une ère de multiples désenclavements. Du coup, l'Espagne se profila comme « centre » d'un Empire où, soi-disant, le soleil ne se couchait jamais. Pendant un siècle, l'Espagne dominera le bassin méditerranéen et ce qui deviendra la Belgique et la Hollande, suite à son héritage bourguignon. Ces bouleversements dans la constellation géopolitique de l'Occident ont changé l'échelle, la nature et le fonctionnement de l'économie espagnole. Et, par ricochet, ils modifièrent également l'agencement matériel et financier des autres régions d'Europe. Ces transformations dans la sphère politique et matérielle ne sont pas restées sans effet sur les modes de pensée. À cette époque, l'Église se comportait comme *Mater et Magistra* et elle assumait la tâche de thématiser ces nouveaux développements avec une théologie nouvelle et une herméneutique inédite. Mise au défi par la montée du protestantisme, elle organisait une réforme. La capacité intellectuelle comme la volonté d'innover étaient là. Et les maîtres en scolastique de l'université de Salamanque furent les premiers à théoriser cette mondialisation. Avant tout, du point de vue moral et juridique. Dans leur enseignement magistral, ces maîtres mettaient l'accent sur les principes humanitaires qui devaient réguler les relations entre colonisateurs et colonisés. En fait, ils étaient des pionniers dans le domaine jusqu'alors peu exploré des droits de l'homme. Et plus important encore, ils réclamèrent la mise en pratique de ces principes

par le pouvoir impérial. Le fait qu'ils furent également des novateurs dans le domaine des modes à penser les phénomènes économiques et monétaires dans une perspective de « mondialisation », est moins connu et peu explicité dans les manuels d'histoire.

Fernand Braudel, icône de la « nouvelle histoire » en France, fut parmi les premiers à élargir l'horizon conceptuel des spécialistes. D'abord, en tenant compte de la dimension à grande échelle de certains phénomènes. Ensuite, en prenant en considération l'évolution des mentalités et les mouvements de la longue durée. Suivant cette démarche, il lance le concept d'« économie-monde » et ouvre de nouvelles perspectives en combinant économie et géographie. Sur la base de cette grille en géo-économie, l'historien analyse le développement du XVI^e siècle à partir du bassin méditerranéen. L'économie de subsistance, le tréfonds local où continuent à vivre un grand nombre de gens, est secouée par la brusque intensification et la plus grande densité des flux d'échanges commerciaux et financiers. Or, cette « financiarisation » est mise en œuvre par un vaste réseau de négociants et banquiers internationaux. Cette bourgeoisie conquérante s'installe comme nouvel acteur historique. Ses activités marqueront l'orientation du développement et l'architecture géopolitique de l'époque. À l'orée du XVII^e siècle, la splendeur de l'Espagne est passée et le déclin s'annonce. Le bassin méditerranéen est en perte de vitesse et le pôle de croissance économique glisse vers le Nord. La Hollande, l'Angleterre et la France prennent la relève.

L'analyse détaillée de la globalisation « problématique » avec comme centre d'intérêt la contribution thématique les auteurs espagnols les plus marquants à ce débat n'appartient pas à l'histoire « événementielle ». Elle se situe plutôt dans la filière de l'histoire intellectuelle, et plus spécifiquement dans le registre de la pensée économique et monétaire de cette époque (Baeck, 1994 ; 1998). La production et l'exportation accélérée de trésors par les mines d'or et d'argent d'Amérique et l'arrivée de grandes quantités de métaux précieux en Europe, renflouent la base monétaire de l'économie et transforment le statut et l'impact de l'argent dans l'économie. Il s'ensuit une financiarisation intense. Et la théorie monétaire de l'époque se réoriente sur un nouveau paradigme : celui du quantitativisme. C'est la naissance de la théorie quantitative de la monnaie, appelée « monétarisme » tout court, par nos théoriciens. L'internationalisation accélérée des monnaies nationales et la fluctuation différentielle de leur valeur d'échange à l'étranger et donc de leur pouvoir d'achat international, créent des situations et problèmes inédits. Ces particularités invitent les intellectuels novateurs à formuler des analyses et des interprétations théoriques inédites. Ce qui fut fait par les *Salmantinos*. Ma thèse est que la première analyse des mécanismes financiers et monétaires de cette brusque mondialisation a été formulée par des docteurs en scolastique de l'Église (théologiens et maîtres en droit canonique) du centre intellectuel

de l'Empire, c'est-à-dire l'université de Salamanque. En ce domaine, cette avant-garde scolastique a la primeur. Et ses nouveaux paradigmes devancent les analyses mercantilistes et monétaires publiées en cette même période en Italie, en France et en Angleterre.

Il est intéressant de savoir qu'il y avait aussi à cette époque des « antiglobalistes ». Ils étaient appelés *arbitristas*. En opposition du modèle impérial de globalisation ou *desarrollo afuera*, leurs écrits sont des plaidoyers en faveur d'une stratégie de développement *adentro* : endogène et national. En dénonçant la politique impériale de globalisme et d'expéditions militaires ruineuses contre les Turcs et les protestants, les arbitristes critiquent avec ironie et souvent de façon ludique, l'esprit « messianiste par naïveté » de la mentalité espagnole. Don Quichotte, le héros quelque peu chimérique de Cervantes, est un écho littéraire de ces thématisations sur le messianisme de la Cour impériale et de l'hidalgo espagnol. Mais le thème mobilisateur des *arbitristas* est la crise nationale provoquée par la mondialisation trop ambitieuse. Notre diagnostic explicite le désarroi formulé par ces opposants avec le regard intérieur qui est le fil conducteur de leurs textes et discours publiés à cette époque. Toutefois, il s'avère que la thèse des *arbitristas* sur l'épuisement et le déclin des Empires qui embrassent trop, avait déjà été formulée de façon brillante au XIV^e siècle, c'est-à-dire deux siècles plus tôt, par Ibn Khaldûn, le grand historien maghrébin et théoricien de la dynamique historique. Dans sa célèbre *Muqadimmah*, il analyse la dynamique de l'éclosion, de l'apogée, de la crise et du déclin des Empires qui se sont succédés dans le monde de l'islam : les Empires des dynasties Omeyyades, Abbassides, comme de leurs successeurs asiatiques Seldjoukides, Turcs et Mongols. Sa thèse est que les Empires s'éteignent matériellement et moralement par l'ambition dévorante d'agrandir leurs possessions et leurs zones d'influence. Comme ce grand maître arabe, les *arbitristas* considèrent le déclin comme un épuisement dont les faiblesses viennent du dedans. Car, avec la globalisation de l'Empire, l'épuisement des forces vives et l'envoûtement pour le profit et pour la consommation sont activés par l'agrandissement d'échelle. En somme, c'est une conséquence de la passion démesurée des centres hégémoniques à se positionner en maître absolu sur l'échiquier géopolitique. Dans la culture discursive de l'Espagne du XVI^e siècle, les deux thèses présentées – par les monétaristes de Salamanque et les *arbitristas* nationalistes, c'est-à-dire des milieux et protagonistes très différents – se complètent. Les analyses novatrices des mécanismes monétaires et de la financiarisation de l'économie par les maîtres de Salamanque figurent comme des avant-premières des théories sur les répercussions monétaires et financières qui sont fort médiatisées de nos jours. En revanche, les *arbitristas* ouvrent la voie à la perspective nationaliste et antiglobaliste en faveur du développement endogène : *el desarrollo adentro*. Mais ce qui frappe le lecteur des écrits de ces deux écoles de pensée, c'est le choc culturel de la globalisation à cette époque.

Suite au contact avec des cultures très différentes (d'Asie et d'Amérique indienne), quelque chose de fondamental s'est transformée dans l'esprit de l'élite pensante. Dans ce processus, les humanistes novateurs de Salamanque et, sous leur influence, d'autres intellectuels de l'Empire se sont libérés du Moyen Âge par l'élargissement brusque du monde en direction de l'Asie et de l'Amérique du Sud. Ces grands projets hors des frontières nationales ont été, d'abord pour eux et ensuite pour l'Europe toute entière, un accélérateur dans la reconnaissance d'elle-même. C'est par cette conscientisation que l'Europe s'est perçue et redéfinie dans l'Histoire en tant que distincte des « autres ».

La conquête espagnole des territoires occupés par les musulmans et l'invasion dans de vastes territoires lointains ont donné un élan à sa « modernité » culturelle, économique et militaire. Avec l'épuisement de l'Espagne, l'axe européen s'est déplacé de la Méditerranée vers les nations plus au Nord. En affrontant des civilisations hétérogènes hors des frontières habituelles, les élites montantes d'Europe se sentaient inclinées à s'affirmer dans leur altérité et modernité. Et leurs projets mercantilistes se transformèrent aussitôt en colonialisme.

La trajectoire des locomotives asiatiques

Les pays émergents de l'Asie orientale sont entrés tardivement dans l'ère industrielle mais ils ont démontré des capacités impressionnantes de rattrapage accéléré. Le Japon a inventé la formule et les économistes nippons ne tardèrent pas à la proposer comme « un modèle » à suivre par ses voisins. L'économiste Kaname Akamatsu (1962) en a fourni les premiers éléments théoriques en publiant son modèle de développement intégré pour la région, sous la couverture de la métaphore poétique du « vol d'oies sauvages ». Fort du prestige dû au miracle nippon des années 1960-1980, Saburo Okita, d'abord ministre du Plan puis des Affaires extérieures, en devint le héraut. Assisté par les économistes Kiyoshi Kojima et Terutomo Ozawa, ce ministre charismatique a popularisé le modèle du développement intégré de la région. L'envol s'effectuerait sous le pilotage de l'économie japonaise, profilée comme « l'oie directrice » pour les premiers disciples, appelés petits dragons : Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour. Après ce premier contingent, un deuxième groupe se présentait dans les années 80 pour joindre le vol des oies : Malaisie, Thaïlande, Indonésie et Philippines. Après la mort du grand timonier Mao, les nouveaux dirigeants du Grand Dragon ont remplacé l'idéologie égalitaire par un rêve plus matériel et pragmatique : dynamiser l'économie par une réforme de restructuration en direction du socialisme de marché et d'une ouverture au moteur du commerce mondial. Les stratégies économiques de Pékin ont adopté l'idée de la complémentarité dans le modèle du vol d'oies

asiatiques tout en rejetant le pilotage japonais. Avec 55 millions de Chinois dans la diaspora asiatique (les *huaqiao*) dont un nombre considérable d'industriels prospères et souvent aussi investisseurs internationaux, le Grand Dragon pouvait compter sur leur apport en technologie, en capital et en capacité de management. La Chine, comme bon nombre de sociétés asiatiques, est une culture de « réseau ». L'industrie chinoise dispose ainsi de l'appui extérieur précieux des *huaqiao* pour organiser le vol de ses oies en harmonie avec sa propre stratégie.

Afin de clarifier le contexte actuel où la Chine sort du statut de chaînon régional pour devenir une puissance globale, synthétisons le scénario historico-concret du vol d'oies. Pour Kaname Akamatsu, le développement industriel est comparable à la montée sur l'échelle technologique : des bas échelons qui produisent peu de valeur ajoutée grimant plus haut où la valeur ajoutée est plus abondante. Dans ce processus, les retardataires peuvent apprendre des précurseurs, les Occidentaux. Au moment où un groupe de produits industriels entre dans les échelons élevés, l'économie est appelée afin d'optimiser le rattrapage, à transplanter les industries des bas échelons vers les pays voisins avec abondance de main d'œuvre à plus bas salaire. Les transferts des créneaux d'industrie légère étaient réalisés par les firmes multinationales du Japon vers les petits dragons, selon la formule théorisée par le trio Okita-Kojima-Ozawa. Avec comme résultat que le rattrapage de ces petits dragons s'accéléra par l'apport de l'oie directrice. Celle-ci fournissait les biens d'investissement et les composantes sophistiquées pour la fabrication par l'industrie légère transférée, tandis que cette dernière exportait ses produits de masse à bas prix vers le Japon. Ce modèle postulait que l'oie directrice accepterait de délocaliser son industrie légère, ce qui veut dire perte d'emploi local tout en grimant la filière de haute gamme technologique ou par la création d'emplois de valeur ajoutée plus élevée. Le Japon admettait ce sacrifice. Dans les années 80, les petits dragons ont atteint les hauts scores du rattrapage et leur industrie légère a connu des difficultés à cause de leurs salaires qui montaient. Et, à leur tour, ils répétaient le processus des oies, mais le transfert de leur industrie légère s'est bien entendu orienté vers les voisins à plus bas salaires, donc vers les tigres déjà cités.

Dans les années 90, la Chine s'est insérée dans le circuit des oies. Elle en est vite devenue le pivot en raison de sa masse démographique, de sa culture de réseau et de sa façon spécifiquement chinoise d'embrasser le « capitalisme d'État » :

- pour la période 1983-2005 la masse des investissements étrangers était originaire d'Asie : avec 55 % venant des Chinois de Hong Kong et de Taiwan et 7 % des Chinois de la diaspora de l'Asie du Sud-Est, plus 15 % du Japon. Les multinationales des États-Unis fournissaient à peine 10 % et l'Europe 9 % ;

- la Chine ne s'est pas contentée de la gamme avec intensité de travail et a cherché le transfert de technologie de « haute gamme » en même temps. Par exemple, les statistiques américaines de l'importation venant de Chine montrent que 15 % sont des produits de la hiérarchie technologique élevée, surtout du secteur électronique. Les efforts en « Recherche et Développement » (R&D) et en éducation ont été exemplaires. Actuellement, le Grand Dragon a 600 000 étudiants en des branches techniques dans ses propres hautes écoles et universités. Or, cette approche économique ne néglige aucunement la dimension culturelle. Par exemple, 30 millions de jeunes apprennent le piano et 10 millions le violon¹ ;
- très vite, la Chine est devenue la charnière industrielle d'Asie Orientale avec 59 % de ses importations originaires de cette région ; pour la plupart des biens d'équipement et des composants. L'atelier industriel chinois transforme ces produits intermédiaires. Après achèvement par le travail local, ces produits entrent dans l'exportation. Le Grand Dragon a un déficit commercial avec les pays d'Asie Orientale de 178 milliards de dollars mais le transforme, avec l'apport de son industrie locale en un surplus commercial avec l'Occident. Nous avons déjà signalé en chiffres l'ampleur de ce surplus.
- la Chine a choisi une stratégie de pôles de croissance. Quand le régime chinois a lancé sa série de libéralisations, de privatisations et autres *stimuli* pour les zones urbaines, quelques grands pôles de la côte maritime ont été choisis comme zones préférentielles pour la dotation en infrastructures, pour des crédits officiels, comme pour la concentration des investissements étrangers. Cette stratégie des pôles faisait part du projet de modernisation élaboré par une équipe sous la direction du premier ministre de cette époque, Zhao Ziyang (1985-1986). Mais, en Chine, la stratégie des pôles n'était pas tellement le projet d'économistes, c'était aussi et avant tout le poids de l'Histoire et de la sociologie géographique. Depuis l'Empire Qing et les contacts qui s'intensifièrent depuis le XIX^e siècle avec les pouvoirs commerciaux de l'Occident, un petit nombre de villes portuaires des provinces méridionales du Guangdong et du Fujian servaient de relais avec le monde extérieur. Quelques autres, souvent héritières des concessions ou colonies étrangères de l'époque moderne comme Shanghai et Hong Kong, s'y ajoutaient. Le fait que le régime a opté pour une stratégie d'ouverture a pour conséquence que la structuration spatiale de l'industrie reste en grande partie l'héritage de l'histoire, de la géographie (la proximité des côtes maritimes avec le Japon et les petits dragons d'Asie), ainsi que des Chinois de la diaspora dans les pays du Sud-Est. La dichotomie entre zones intérieures et littoral est une fracture spatiale qui dépasse la dimension géographique : elle a aussi résulté dans la polarisation sociale. En effet, les zones côtières ont en moyenne des revenus plus élevés et offrent plus d'opportunités d'emploi que les provinces de l'intérieur. La conséquence démographique des pôles produit des mouvements migratoires en grand nombre de l'intérieur vers les régions du littoral. La province de Guangdong a attiré 22 millions de migrants, pour la plupart des pauvres ruraux de l'intérieur, dont une proportion notoire sont des « flottants » travaillant à très bas salaires et logés dans des taudis. En Chine, la bourgeoisie, qui est estimée à 12 % de la population ou 150 millions, habite pour la plupart dans ces pôles urbains. Depuis 2004, leurs achats d'automobiles ont doublé et la vente de téléphones mobiles est en

¹ Permettons-nous une anecdote personnelle. J'ai visité une de ces écoles et entendu un concert de musique classique (Mozart et Beethoven) par une centaine d'écopiers de 10 ans. La performance était spectaculaire et impressionnante !

hausse pour 78 %. La classe moyenne en expansion est à la conquête d'un niveau plus élevé de consommation. Le modèle de croissance est en accord avec ces aspirations. Par conséquent, les écarts des revenus en zone urbaine s'agrandissent considérablement depuis 1995.

Pour le moment les trois pôles majeurs sont : pour la Zone nord, Pékin et les villes satellites des alentours reliées en réseau (l'ensemble couvre 84 000 km² et 50 millions d'habitants) ; l'énorme complexe du delta du fleuve Yangtsé. La mégapole Shanghai et les centres satellites de cette région comptent 110 000 km² et 85 millions d'habitants ; le littoral sud, particulièrement le delta de la rivière de la Perle. Les provinces Guangdong et Fujian, avec les centres Guangzhou et Shenzhen orientés sur Hong Kong, constituent le complexe industriel d'exportation le plus vaste du pays.

Entre ces trois grands pôles, il y a en plus quatre complexes satellites en pleine expansion. Ces complexes géants de la côte maritime attirent la plus grande masse des investissements étrangers et sont en train de réaliser des projets pharaoniques : un ensemble de ports géants, la montée fulgurante de méga-usines et des barrages titanesques. Cette expansion exubérante attire une masse de migrants de l'intérieur ; une masse flottante qui sont les prolétaires sans protection sociale de cet Eldorado économique de la côte. Les capitalistes des territoires de l'intérieur communiste ne se gênent apparemment pas de cette exploitation d'une partie du sous-prolétariat. L'inégalité du développement fait que les pôles du littoral cumulent 57 % du revenu national, les provinces du centre du pays tombent à 26 % et le peu du reste revient à l'immense *hinterland*.

La culture chinoise de réseau et les *clusters* industriels

Une partie considérable de l'exploit chinois résulte de sa culture de réseau et ses dérivés industriels, c'est-à-dire les *clusters*. Ce sont des ensembles de petites entreprises familiales (un *cluster* regroupe 40 à 50 petits ateliers, très spécialisés dans un produit ou service spécifique) qui sont fournisseurs en composantes et produits intermédiaires locaux pour la grande industrie. Leur nombre total est estimé à 110 000. Ils sont très compétitifs entre eux et montrent une adaptation extraordinaire à la modernisation technique. Un nombre grandissant se lance en R&D, facilité par l'ingéniosité familiale chinoise. Le tableau I offre une comparaison chiffrée du degré d'intégration des différentes régions du monde et de leurs blocs commerciaux organisés avec traité. Le bloc asiatique forme un ensemble commercial de plus en plus intégré. La crise des années 1997-1998 a ralenti l'allure mais elle a repris.

Tableau I : Pourcentage de commerce intra-régional dans le total importation-exportation
(source : Annuaire statistiques omc).

Zone	1980	1995	2005
Asie Orientale, avec Japon	34.7	55.5	54.1
Asie Orientale, sans Japon	21.6	43.7	44.1
Les petits dragons	7.7	18.1	16.1
ASEAN, l'ensemble des 10	18.1	14.3	24.1
NAFTA	33.8	43.2	46.1
Union européenne, les 15	52.4	56.8	64.2

Deng Xiaoping a eu le coup de génie de libérer une partie grandissante de l'agriculture, ce qui a stimulé la productivité de la masse paysanne et la formation du capital nécessaire pour la création de nouvelles industries. Ce deuxième volet de modernisation consistait dans l'ouverture de zones bien délimitées et concentrées sur les métropoles du littoral. Là, quelques pôles de croissance étaient réservés pour l'implantation de firmes étrangères actives dans l'assemblage de produits industriels de consommation de masse à bas coût et destinés à l'exportation. Ce mercantilisme auquel s'associèrent les Chinois les plus prospères de la diaspora, produisit, sous la supervision et le contrôle de fer gouvernemental, un record économique mondial. Ce championnat déconcerte et dérange d'autant plus que la mondialisation « à la manière chinoise » s'écarte considérablement du canon néolibéral évangélisé par la Banque mondiale et le FMI. La stratégie du Grand Dragon est l'antithèse du « bon gouvernement », fondé sur la transparence démocratique avec participation active de la base aux projets de développement. Au contraire, le régime autoritaire chinois parvient à mobiliser et encadrer le peuple, ainsi qu'à s'associer la bourgeoisie montante avec la consommation accrue et l'augmentation du confort. La bourgeoisie préfère apparemment ses privilèges aux mirages des droits politiques. La croissance de rattrapage rapide a la priorité sur tout autre projet. Car son impact sur les marchés mondiaux positionne ce colosse d'ancienne culture au rang de grande nation avec un poids grandissant dans les affaires du monde. L'élite est privilégiée et flattée, la masse reste soumise et suit.

La Chine est devenue la charnière de sous-traitance de la région, avec des effets intégrateurs entre l'Asie orientale et les marchés occidentaux. Les firmes multinationales importent des produits semi-finis des petits dragons voisins. Ces firmes d'assemblage réalisent, après achèvement par sa main d'œuvre abondante et bon marché, un surplus d'exportation avec les pays occidentaux. Le Grand Dragon est un allié « objectif » de Washington : Pékin achète pour des centaines de milliards de dollars en *Treasury Bonds* à Wall Street, ce qui conforte le déficit américain. Une autre partie de la masse grandissante de devises sert au déploiement de leurs investissements en Afrique, en Amérique Latine et en Eurasie. Cette

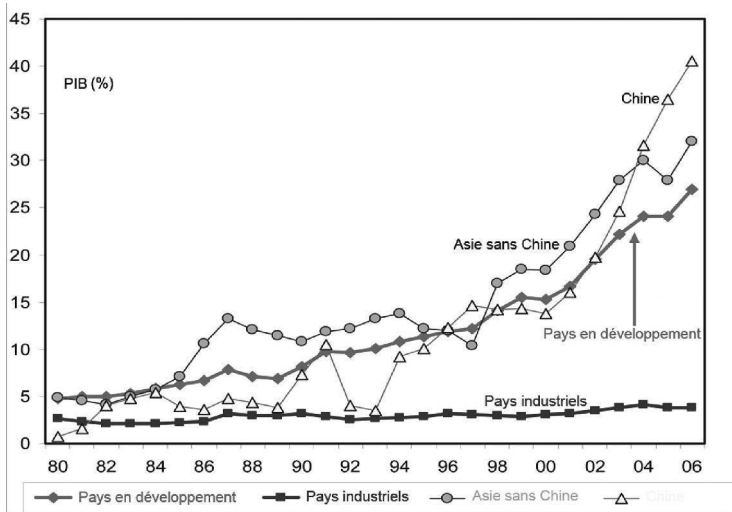
stratégie répond à une nécessité : se procurer un flux garanti en matières premières et en pétrole.

La Chine fait exception à la règle de la dépendance de l'Occident en matière d'investissements étrangers en raison de l'apport des Chinois vivant dans la diaspora aux pôles du littoral maritime. Cette intégration de la Chine côtière dans un espace déjà plus mondialisé et dont la dynamique a pour moteur les échanges intra-asiatiques et l'exportation vers l'Occident, coupe l'univers de développement du Grand Dragon en deux. Suite à cette fracture, un dualisme s'installe dont les deux segments sont régis par une logique différente. L'espace national se scinde en un complexe hétérogène de polarisation sociale et géographique. Il y a rupture entre la partie maritime dont le moteur se situe à l'extérieur et l'immense *hinterland* mis en marche par des ressorts endogènes et plus soumis au pouvoir central.

Des analystes critiques du régime, comme Wang Shaoguang et Hu Angang, dénoncent la partition économique de la Chine. La partie « utile et en expansion » a basculé vers l'est au terme d'une transformation qui mine le contrôle du centre politique sur le développement. Une telle dynamique correspond à la logique de la mondialisation avec ses souverainetés floues, des réseaux flexibles. Paradoxalement, cette dynamique solidifie Pékin dans le monde car elle projette hors de Chine une puissance géopolitique en pleine expansion. Le Grand Dragon se trouve en première position des champions d'Asie qui accumulent des réserves en devises pour les employer comme levier géopolitique. La figure 1 illustre l'expansion des réserves en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) de l'Asie émergente en comparaison avec les pays occidentaux. L'accumulation de réserves est en même temps un levier de protection contre des chocs éventuels venant de l'extérieur, surtout des ondes spéculatives de la part du monde financier occidental. La crise financière asiatique des années 1997-1998 a traumatisé les tigres de l'Asie du Sud-Est qui étaient jusque là célébrés comme des « miracles de croissance » par les économistes de la Banque mondiale. Le retrait brusque des emprunts des banques occidentales les avait mis à sec de liquidités avec une panne générale de leurs économies, suivie d'une chute de l'emploi et du revenu des masses. Les miracles de la veille étaient promptement placés sous la tutelle du Fonds monétaire international (FMI). Le choc était rude et le FMI y allait avec ses piqûres fortes, sa politique sociale répressive et le paternalisme occidental. Or, les tigres blessés, comme aussi la Chine qui avait mené sa fière politique indépendante pour rester hors du naufrage, constataient que le FMI se tenait coi et sans initiative de correction devant la crise boursière de Wall Street (en 2000-2001) et le désordre du capitalisme qui s'en est suivi. Ce positionnement avec deux poids et deux mesures a défloré l'autorité et le prestige de l'institution. Les victimes de cette

crise de courte durée mais sévère se sont jurées de rattraper le retard « à double vitesse » et de se protéger dorénavant avec des réserves abondantes. Suite à la montée des prix de matières premières, bon nombre de pays en développement nagent dans des réserves accrues. En revanche, le FMI a perdu sa clientèle de naufragés et se trouve de ce fait lui-même en difficulté financière. Il s'est vu obligé de vendre une partie de sa réserve d'or pour rester à flot. Pour cette institution de réputation arrogante, c'est une chute de prestige.

Figure 1 : La croissance des réserves internationales en % PIB.



Le deuxième géant asiatique, l'Inde, nous enseigne qu'un régime démocratique et une société avec des cultures, races et religions très différentes sont capables de réaliser une dynamique économique exceptionnelle. Son modèle de développement est une saga originale du répertoire des mondialisations variables en gestation. La renaissance de l'Inde est porteuse à la fois de mutations profondes envers la modernisation et d'une réappropriation de son passé culturel et religieux. Cette renaissance, dans le respect de son héritage culturel, est une belle illustration de notre thèse « épistémologique » voulant que ces variantes de la globalisation élargissent l'horizon géographique de notre savoir. Le réveil identitaire de l'Asie émergente n'est en rien « freiné » par la tradition. Au contraire, c'est une création et un renouveau de l'héritage culturel dans un contexte modernisant. Nous illustrerons cette thèse en nous appuyant sur la nouvelle relation entre « sanskritisation », avec sa montée des basses castes, et le nivellement des inégalités. L'anthropologue Jackie Assayag (2006) s'est fait le chantre de l'expérience enrichissante des thématiques produites par les élites de l'Inde sur base de leur

expérience de la globalisation. Selon sa belle formule, ces mondialisations « vues d'ailleurs et d'en bas » nous initient, nous les Occidentaux, à un « *remapping of knowledge* », tout en élargissant l'éventail du savoir de l'humanité. Des concepts autres que les nôtres sur l'homme, sur son enracinement dans la société et sur les grands projets d'avenir devraient enrichir nos façons d'appréhender les références conceptuelles élargies pour la vie en société mondialisée. La globalisation a dynamisé et enrichi la mosaïque culturelle de notre planète.

Durant les quatre décennies régies par la famille Nehru, l'économie était largement administrée sur la base d'une planification. Celle-ci favorisait le développement derrière de hautes barrières douanières de protection, avec des taxes d'importation de 80 % en moyenne ! Le régime social était un socialisme modéré afin d'éviter que l'éventail des revenus de ce pays à castes ne s'ouvre pas outre mesure. Dans les années 60, l'Inde participait à la révolution verte en agriculture. Depuis, le pays est délivré des famines. À partir de 1991, il a joint la réorientation mondiale vers plus de libéralisme en économie. Ce fut l'initiative du ministre des Finances, Manmohan Singh, l'actuel premier ministre. Libérée du carcan bureaucratique, la société pouvait déployer ses ailes pour décoller. Ses atouts en capital humain sont de taille pour un bond direct vers le haut plateau de l'industrie scientifique. Les brahmanes appartenant à la caste des lettrés avaient, depuis le début de l'époque historique, un penchant pour l'étude et la recherche. Suite aux réformes économiques, les centres de recherche scientifique et de gestion de haut niveau fonctionnent comme passerelles vers le développement de nouvelles industries technologiques et en programmation informatique de pointe. Depuis belle lurette, l'Inde exporte des hommes de science dont un grand nombre émigra vers la Grande-Bretagne et surtout vers les États-Unis. Deux millions y ont trouvé un lieu de travail, souvent dans les technologies de pointe. Dans le groupe d'immigrés d'Asie en Amérique, ils comptent parmi les plus riches. Certains d'entre eux y sont devenus les dirigeants de grandes entreprises. C'est que l'Inde compte aussi une large caste de marchands (les *vaishya*). Libérés des contraintes administratives, ceux-ci se sont déployés comme des entrepreneurs innovateurs qui dynamisent le développement de leur vaste pays-continent. La Chine se profile comme l'atelier d'assemblage de la planète, mais l'Inde est en passe de devenir un grand laboratoire du monde, grâce à son grand nombre de scientifiques.

Après l'Indonésie, l'Inde compte le plus grand nombre de musulmans (151 millions). En outre, ce pays héberge une myriade de minorités ethnoculturelles. Malgré l'agitation dans le Gujarat, le haut lieu du fondamentalisme hindou et le contentieux avec le Pakistan concernant le Cachemire, la « plus grande démocratie du monde » s'est montrée capable de gérer la complexité avec une remarquable stabilité. L'extension

de la scolarité a eu comme effet qu'un plus grand nombre de la population a facilement accès et peut se familiariser avec les textes sacrés de la tradition hindoue. Cette « sanskritisation » a positivement influencé la promotion sociale des basses castes. La recomposition de l'ancrage religieux a joué comme levier d'intégration dans l'arène politique pour un nombre grandissant. Grâce à cette émancipation graduelle des basses castes l'enjeu politique est devenu un peu moins élitiste. La dynamique moderne du système des castes implique donc une concurrence pour le statut et un désir de mobilité sociale. Mais l'aile moderniste de la classe moyenne montante s'est émancipée de la filière de ladite sanskritisation. Ces novateurs se positionnent sur l'échiquier politique et social sur la base de principes « modernes », véhiculés par la mondialisation. Toutefois, la démocratie de l'Inde reste enracinée dans une société dont l'unité de base s'appuie moins sur la notion de citoyenneté que sur celle de pluralisme social, culturel et politique. L'élargissement de la base démocratique n'a pas tardé à infléchir la politique vers un peu plus d'égalité sociale. L'Inde est un continent dont les contrastes régionaux, religieux, sociaux et économiques sont plus transparents que ceux de la Chine autoritaire. Les acculturations incessantes des acteurs sociaux, les recompositions et enchevêtrements du local et mondial parfois hybrides, caractérisent cette charnière originale en mondialisation. Selon le spécialiste français Christian Jaffrelot (2005), l'Inde démocratique vit une révolution silencieuse. Elle est fondée sur le respect de toutes les opinions et le primat de la cohésion socioculturelle.

Pour les Européens, le positionnement de l'éléphant hindou comme acteur musclé dans la mondialisation devint évident avec un choc quand Mittal Steel lança son OPA sur le géant de l'acier Arcelor. Depuis 2000, le pays ambitionne de rattraper son retard avec des taux de croissance de 8 à 9 % par an. Il est peu dépendant de l'investissement étranger. Ce champion mondial en transferts reçus de ses originaires travaillant temporairement à l'étranger (22 milliards de dollars en 2005) suit fièrement sa propre destinée. Avec son grand nombre de diplômés de l'enseignement supérieur connaissant à fond l'anglais (langue de la mondialisation), l'économie s'est nichée dans les services informatiques. En un bref laps de temps, l'Inde est devenue un atelier électronique de la planète qui offre ses services de programmation et de *software* aux bureaucraties du monde entier. Les hauts lieux de ces enclaves de modernité sont centrés autour de New Delhi, Mumbai et le corridor sud : Bangalore, Hyderabad et Chennai. Ces pôles de croissance laissent derrière eux de grandes poches de pauvreté dans l'arrière-pays. Après les fièvres de la campagne électorale de 2004, la société hindoue a mis en sourdine sa rhétorique extrémiste et donne une image équilibrée et modérée par sa tolérance envers la communauté musulmane. Avec une classe moyenne d'environ 160 millions d'habitants, une élite cultivée et

une presse libre, l'Inde est une démocratie asiatique d'exception. Comme l'écrit l'éminent sociologue Sunil Khilmani (1999 : 103) : « À un moment où l'Occident entretient une relation tendue et passionnée avec l'islam, et où les musulmans se sentent de plus en plus isolés, le modèle indien constitue un exemple fort de cohabitation entre de très anciennes religions dans un cadre politique unique ». Cette trajectoire fait de l'Inde une icône de la mondialisation alternative.

Pour terminer ce tour d'horizon sur les émergents d'Asie, j'ajouterai une note personnelle. Lors de mes multiples séjours dans cette région du monde pour y donner des cours ou des cycles de conférences dans des universités de plusieurs pays asiatiques, ma conviction s'est fortifiée : ces exploits de rattrapage ne sont pas explicables sur la seule base de *stimuli* et motifs matériels. Pour comprendre, il faut compléter le dossier avec l'agenda caché : celui des sources et ressorts immatériels. De là mon intérêt pour le tréfonds culturel comme l'un des déterminants du développement social et économique. Dans mes contacts avec certains formateurs d'opinion de l'intelligentsia et avec des responsables politiques, j'ai senti que ces civilisations d'ancienne culture sont marquées d'une blessure, en raison du fait que l'Occident les a dominées d'une façon ou d'une autre. Fouettées par le choc de la globalisation, elles se déclarent prêtes à beaucoup d'efforts et de peines pour la reconquête de l'initiative historique. L'obsession de rattrapage est l'expression du désir intense des intellectuels et de la classe moyenne tout entière de renouer avec les temps forts de leur histoire. Les temps où leurs civilisations se positionnaient parmi les premières de la planète dans la production matérielle, immatérielle et donc géoculturelle. D'ailleurs, leurs responsables politiques sont de plus en plus impatients. Ils veulent être reconnus comme acteurs au même titre que les Occidentaux pour la gouvernance mondiale. Aussi longtemps qu'ils seront exclus des Clubs de la gouvernance mondiale, ceux-ci resteront anémiques comme c'est le cas pour le G8. Les émergents se présentent comme candidat pour y participer en vue de les rendre plus représentatifs et performants. Ils exigent plus d'influence et de capacités statutaires de cogestion dans les organisations internationales : Banque mondiale, FMI, OMC.

L'islam asiatique entre dans le siècle

Relativement peu d'Européens se rendent compte du très grand nombre de musulmans vivant en Eurasie et en Asie. Les opinions publiques, comme les médias, ne suivent que superficiellement l'islam de ces terres lointaines. L'*umma* compte 1 300 million musulmans, dont la partie arabe ne représente que 14 % du total. L'islam de confession chiite atteint le score le plus élevé (15 %). N'oublions pas ceux de l'Afrique orientale

et occidentale. Les musulmans d'Asie sont largement en majorité, avec dans les nations de population nombreuse comme l'Indonésie 200 millions de fidèles, 159 au Pakistan, 151 en Inde et 115 millions pour le Bangladesh. En dehors de l'Iran, des enclaves chiites sont enracinées en Irak (60 % de la population), mais aussi au Pakistan, en Inde, au Liban et dans le Yémen. Depuis le début du XX^e siècle, les chiites ont été des précurseurs dans le réveil culturel et religieux. Ils sont encadrés par une hiérarchie cléricale avec plus de formation intellectuelle et d'influence dans l'orientation théologique si on les compare avec les imams sunnites. Leur théodicée à tendance messianique, avec l'accent mis sur la justice sociale, produit des incitations fortes pour l'action politique. Avec la diffusion du fondamentalisme wahhabite financée par les Saoudiens dans la décennie 90, la mouvance chiite a vu son audience s'effriter dans l'*umma* et a perdu son aura de guide. Mais les invasions militaires en Afghanistan et en Irak, ainsi que la présence de bases américaines qui se sont déployées en Eurasie, ont revitalisé les semences de l'islam politique. L'imposition d'élections en Irak par un gouvernement soutenu par des armées étrangères a catapulté la mouvance chiite de nouveau au centre de l'échiquier. Le jeu électoral positionne les chiites irakiens comme force majoritaire au parlement, ce qui a empoisonné les rapports communautaires avec les Kurdes et surtout avec la minorité sunnite. Les Américains s'étaient introduits comme libérateurs mais se sont embourbés dans une constellation politique qui les dépasse tout en perdant l'initiative. Suite au désarroi causé par cet imbroglio, Washington devra tôt ou tard solliciter l'aide de l'Iran (pays qualifié d'« État voyou » qui, en plus, aspire à la grâce nucléaire) pour endiguer « ensemble » la guerre civile qui s'annonce dans l'impasse irakienne, créée par son gouvernement taxé d'être fantoche en raison de sa soumission à l'occupant. En Palestine, le Hamas radical a gagné les libres élections, comme le fit il y a quelques années en Algérie. L'électoratisme sans intervention occidentale a toujours récompensé en politique ceux qui ont misés sur la religion et la fidélité de la masse musulmane. Les apôtres de la démocratisation de la Maison Blanche semblent l'ignorer. Mais les régimes autoritaires le savent bien et retardent ou manipulent les élections libres. Au Pakistan, les groupes radicaux sont en agitation antigouvernementale manifeste. Le mouvement islamiste de connivence avec le Taliban en Afghanistan est muselé par un gouvernement autoritaire. Jusqu'au début septembre 2008, il est conduit par un général dont l'agenda caché enregistre quelques meurtres politiques. La famille Benazir Bhutto en sait plus. Le président-général Musharaf y était caricaturé comme Busharaf. Le président-général Mubarak d'Égypte tient également un record de longévité de gouvernance militaire anti-islamiste. Depuis le 11-Septembre et les attentats terroristes en Europe, l'Occident est devenu de plus en plus islamophobe. Et les terres d'islam ressentent la mondialisation nouvelle vague « soutenue par des forces armées » avec amertume. Alors que notre opinion et

nos médias stigmatisent la résistance identitaire avec le slogan « choc de civilisations », les intellectuels musulmans préfèrent le terme « choix de civilisation ». Les Occidentaux comprennent et se reconnaissent mieux dans le matérialisme chinois, et ce malgré le régime autoritaire. Nous sommes plus au diapason avec ce genre de rivalités et de concurrence pour les marchés mondiaux. Ce sont des défis prévus, car engendrés par la mondialisation libérale. En revanche, l'assertion religieuse et l'altérité culturelle de pays islamiques sont perçues comme un choc aberrant et un contresens historique. Le fait que ces régions regorgent de gisements pétroliers a exacerbé le contentieux de la différence.

L'Europe sécularisée et laïcisée ne sent plus battre le cœur et les valeurs du monde islamique qui font vivre la religion comme porteuse de sens et ferment de culture. Il s'y manifeste une aspiration culturelle profonde que la mondialisation ne peut satisfaire : l'enchantement ou le sentiment de l'extraordinaire qui repose sur le socle transcendant et le désir d'authenticité. La religion y apparaît comme voie royale d'accès à la compréhension de la vie en société. Elle produit un *ethos* qui imprime une orientation de conduite et de comportements collectifs. La théorie de la modernité en vogue dans la décennie 60 postulait que le développement présuppose la sortie de l'enveloppe de la culture traditionnelle et l'émancipation de la tutelle religieuse. Après les greffes de modernité par des régimes socialisants et ceux en liaison avec le capitalisme occidental, sont venus les déboires et le désenchantement. La sortie de l'enveloppe traditionnelle et l'importation des méthodes étrangères par les *mutagharibin* ou occidentalisés enthousiastes causèrent la bédouinisation de la culture islamique, mais n'apportèrent pas les fruits escomptés. Comme barrage devant l'invasion culturelle, le réveil religieux s'interposa comme refuge sur le thème « *al islam kuwa al hall* ». Ce qui veut dire : l'islam est la solution par excellence. Les masses musulmanes qui désirent « normaliser » la brutalité du changement, se soumettent à la protection culturelle tandis que les intellectuels théorisent sur l'originalité de la trajectoire islamique. Pour les islamistes, le religieux est aussi, et surtout, un instrument pour penser le changement, le formuler, l'organiser et lui donner un sens. Dans cette perspective, le religieux est bel et bien un facteur de production de la modernité. Les fondamentalistes postulent le retour aux principes purs de l'origine. Et les réformateurs militent pour un *aggiornamento* sur la base d'interprétations contextuelles et raisonnées des textes sacrés. L'approfondissement du système de pensée islamique provoque le décrochage des modèles occidentaux préconisés par les *mutagharibin*. Les solutions et méthodologies importées – et donc sujettes à caution – sont remplacées par des productions intellectuelles propres (*al fiqri al islami*). Un bricolage hybride qui, selon les fondamentalistes, doit mener à la désoccidentalisation mais, pour les novateurs modérés, vers une herméneutique de synthèse entre modernité et authenticité.

L'aire islamique ne présente pas un bloc monolithique : l'islam est enraciné dans de multiples sociétés où les formes sociales et culturelles de base (tribus, liens familiaux, solidarités régionales et communautaires, coutumes) sont assez différentes. Selon le contexte concret, elles ont aussi réagi différemment face au rouleau compresseur de l'extérieur. Le catalyseur de l'islamisation est souvent le même : un régime autoritaire qui, en liaison avec le capitalisme international, impose une mondialisation avec des effets négatifs sur l'artisanat et le petit commerce local. Ces laissés-pour-compte de la classe moyenne traditionnelle et leurs jeunes sans avenir rejoignent les rangs de l'islam contestataire. C'est le cas de l'Égypte, du Pakistan, de l'Arabie Saoudite, du Maroc et de l'Algérie. En Indonésie, où l'Ordre nouveau (*Pembangunan*) du général Suharto avait durant 35 ans privilégié la minorité chinoise, les partis islamiques revendiquent « *reformasi* », c'est-à-dire correction et réforme. Et c'est grâce à la figure emblématique de l'islam rénové – Abdurahman Wahid – que les deux grands mouvements (les courants traditionnels et celui de la modernisation *Muhammadiyah*) sont arrivés à une synthèse. La contestation islamiste y exprime le rejet du système de répression sociale et antidémocratique de Soeharto, soutenu par l'Occident pendant des décennies. Citons aussi l'islam de la Malaisie qui, face à l'influente et prospère diaspora chinoise du pays, se profile comme force de modernisation. Là, les maîtres islamiques ont su élaborer une doctrine en phase avec la démarche réussie de développement et couronnée de succès.

Depuis la fin des années 90, les intellectuels de Chine et du monde musulman thématisent intensément sur leur trajectoire originale. En Chine, les discours sont aussi critiques à l'égard des politiques officielles et le régime les tolère uniquement dans la tour d'ivoire de l'université : celles de Shanghai et de Pékin. Cette littérature offre deux tendances idéologiques : une approche néolibérale et la thèse de la nouvelle gauche. En revanche, dans l'aire musulmane, le discours sur la mondialisation est avant tout critique de l'Occident. Les grands centres d'études du Caire, de Beyrouth, de Rabat et de Lahore ont produit une kyrielle d'analyses : par des fondamentalistes comme Mohamad Imara, et par des réformateurs comme le philosophe iranien Abolkarim Soroush. Des versions populaires de ces doctes analyses sont diffusées à une masse plus grande par la filière des écoles coraniques. Les politiques de discrimination et la xénophobie (voire le racisme) dont souffrent les immigrants musulmans en Europe sont sévèrement jugées et dénoncées. Cette iniquité est accusée d'être indigne d'une civilisation qui prêche les droits de l'homme. Le rejet des immigrés paraît à leurs yeux comme un paradoxe de la part des pays européens qui ont grandement besoin de la main d'œuvre étrangère. Ripostant à l'arrogance occidentale et en vue de dénoncer le complexe de supériorité, bon nombre d'analystes islamiques, comme Yusuf al-Qaradawi, arguent que des segments importants de notre continent vivent une

fin de cycle. Ils citent les suivants : la déchristianisation, le taux élevé de divorces et la dissolution des familles, le vieillissement de la population, la crise de l'État-providence, le chômage structurel et le spectre de la délocalisation des industries. Selon le philosophe égyptien Hasan Hanafi (2000), l'islam vit une conscience historique de réveil et d'orientation vers l'avenir, alors que l'Europe a liquidé sa croyance dans l'extraordinaire et a dénié ses utopies sociétares. Contre la mondialisation du matérialisme, l'islam montre sa créativité dans deux sphères de la superstructure : l'enchantement religieux et le ressourcement culturel. Les penseurs novateurs projettent un modèle de mondialisation multipolaire, donc pas centré sur les seuls intérêts de l'Occident, et pluriculturelle. C'est-à-dire ouverte aux valeurs « des autres ».

En général, l'islam asiatique est plus dans son siècle et moins dogmatique que l'épicentre arabe. Les musulmans s'y sont montrés plus ouverts pour vivre en harmonie avec d'autres ethnies et cultures sur le territoire national, et avec une disposition plus positive pour la modernisation de leur économie. L'exemple emblématique est la Malaisie où les musulmans vivent en cohabitation avec 38 % de « concitoyens » d'origine chinoise et 11 % d'émigrés de l'Inde. De 1980 à 2003, donc pendant presque un quart de siècle, son premier ministre, le Dr Muhamad Mahathir, a initié son pays dans le club asiatique de « haute croissance », tout en étant un chantre lyrique du réveil islamique. Sur le forum de la grande kermesse du capitalisme mondial à Davos (Suisse) ou dans l'aula des universités anglo-américaines, ce charismatique prophète de l'islam éclairé a critiqué sans relâche l'islamophobie de l'occident. Inspirateur d'une politique culturelle ouverte sur le monde, il est parvenu à mobiliser les docteurs de l'islam malais pour la conscientisation d'une grande masse de fidèles.

Depuis la chute du régime autoritaire et de répression du général Soeharto, l'islam indonésien a montré une vive activité politique de démocratisation avec un grand nombre de partis politiques. Mais les cinq principes unificateurs et républicains, appelés « *pancasila* », c'est-à-dire la philosophie d'État et de cohésion nationale greffée sur la jeune Nation par le président fondateur Soekarno, reste le socle sociopolitique de cet archipel composé d'une dizaine de grandes îles avec des cultures et ethnies différentes. Dans la période de transition après-Soeharto, une coalition de partis a désigné pour une période de deux ans (2001-2003) une femme comme président de la République : Megawati Soekarnoputri.

Jusque tout récemment, l'Occident a privilégié son propre prisme dans sa méthode d'analyser les « autres ». Cette approche a souvent résulté en un réductionnisme et, dans certains cas, en un rejet. Deux courants de pensée sont à l'œuvre pour corriger ce narcissisme intellectuel : l'anthropologie culturelle et les philosophes appelés postmodernistes.

Leur approche ouvre des pistes en direction de la reconnaissance et du respect pour la culture et la pensée des autres. En révélant leur spécificité tout en leur concédant la même valeur et la même dignité que les nôtres, leur approche invite au dialogue. La pratique du dialogue interculturel sans préjugés aidera à prendre conscience de ce que ces cultures ont de commun avec nous et en quoi elles sont irréductiblement différentes. Le concept « humanité » n'est pas l'apanage d'une seule tradition de pensée.

La nouvelle économie américaine, endettée et enfiévrée de bulles spéculatives

À l'aune de la perspective historique, la culture discursive américaine sur sa trajectoire de globalisation, est en plusieurs aspects, comparables au débat de l'Empire espagnol. Il y a d'abord les avocats d'une nouvelle macro-économie sans frontières. Celle-ci n'a plus l'industrie comme moteur : le turbo du système est dorénavant le secteur financier. Selon cette école de pensée, la mondialisation de l'économie américaine est catalysée par le système des innovations financières dont Wall Street définit les techniques et proclame les normes pour en garder le contrôle. En revanche, il y a le courant des économistes qui dénoncent, avec verve, la politique monétaire permissive de la Banque centrale. Pour ces ténors en faveur de l'équilibre national des agrégats macro-économiques, « la béquille monétaire » de la FED, pour soutenir l'économie après l'éclatement de la première bulle boursière de 2000-2001, a été néfaste. Elle a engendré des liquidités en (sur)abondance, et a produit, par ricochet, une série nouvelle de bulles spéculatives. Comme les *arbitristas* espagnols, ces pourfendeurs de la politique de grandeur messianique du président Bush, plaident pour plus de modération et d'orthodoxie économique. C'est une pléiade d'économistes de renom international. Parmi les plus impétueux, citons les noms de Paul Krugman, Jeffrey Sachs, Joseph Stiglitz, Fred Bergsten et même cette figure vénérable qu'est Paul Samuelson. Leurs plaidoyers sont relayés par les médias et se focalisent sur les priorités suivantes : redressement de la capacité de production nationale, plus d'équilibre dans les comptes de la Nation (entre épargne-investissement, importation-exportation, consommation-production) et une politique monétaire saine. Leurs textes offrent un ensemble de dissertations sur l'essoufflement de l'économie américaine dans sa danse avec les géants dynamiques d'Asie. La montée en puissance de l'Asie émergente, le rebondissement de la Russie et la croissance notoire du Brésil ont transformé le fonctionnement « systémique » du capitalisme mondial. Les effets dialectiques de la globalisation économique initiés par ces démiurges émergents sur l'épicentre du système économique

et financier de l'occident, méritent qu'on s'y attarde. D'abord, quelques chiffres pour signaler l'ampleur des déséquilibres dans les comptes de la Nation :

- depuis 2000, la concurrence sur les marchés étrangers s'est affaiblie considérablement, et en 2006, les exportations américaines ont atteint à peine 55 % de la valeur des importations. La distribution du déficit de 800 milliards est la suivante : avec la Chine 26 %, l'Europe 14 %, les pays pétroliers 12 %, le Japon 11 %, les petits dragons d'Asie 8 %, l'Amérique latine 6 % ; donc aussi vis-à-vis des économies à haut salaire, comme l'Allemagne et la France ;
- le budget de l'État fédéral est en déficit pour 6 % du PIB. Les pays asiatiques (dont la Chine pour une part significative) ont un abonnement comme acheteurs de Bons du Trésor. Ils sont donc les anges gardiens du président qui se trouve en manque de moyens financiers. Le déficit s'amplifiera, car selon les estimations de Josph Stiglitz, Prix Nobel et ancien chef des économistes de la Banque mondiale, la guerre en Irak a déjà coûté 3 000 milliards de dollars ;
- depuis 2000, les investissements étrangers en Amérique augmentent plus vite que l'investissement américain à l'étranger. Ce basculement fait que le déficit du stock en capital international (donc le montant de la dette) est monté à 2 640 milliards de dollars ou 24 % du PIB. Les pays de l'ancienne Europe des six (UE6) sont les fournisseurs principaux de capital pour investissement privé. Le noyau européen UE6 investit 60 % de son surplus d'épargne aux États-Unis. Cette sortie d'investissements européens est résultée en une « atlantisation » économique au profit de la croissance américaine ;
- au cours des cinq dernières années, les ménages se sont endettés jusqu'à 140 % de leur revenu annuel (en Europe des 15 – UE15 – ce chiffre atteint 90 %). Et leur consommation annuelle a régulièrement dépassé de 10 % la production industrielle du pays. La politique monétaire des taux d'intérêts bas combinée aux facilités de crédits *subprime* par les banques et autres fournisseurs laxistes de crédits, ont permis la kermesse jusque au moment où la bulle financière a éclaté en juillet 2007.

Dès son entrée à la Maison Blanche, le président Bush et son entourage se sont appuyés pour la politique internationale comme pour la gouvernance économique, sur une devise catégorique: « la géopolitique a priorité sur les concepts d'équilibre national en macro-économie ». En théorie, elle s'exprime ainsi : dans notre économie sans frontières, le concept de macro-économie « nationale » est devenu désuet, car dépassé par le contexte de mondialisation. Et, après les attentats du 11-Septembre, ce principe a été remodelé en slogan patriotique. La FED comme les banquiers de Wall Street s'y mettaient pour la réalisation concrète de cette épopée de nouvelle économie sans frontières, catalysée par le turbo financier. On ne peut oublier que la première épopée de la nouvelle économie avait été annoncée en « fanfare » dans les années 1995-2000. Selon cette prophétie, les innovations technologiques de Silicon Valley et ses *spin-off* devaient transformer l'économie américaine comme modèle industriel pour le reste du monde. Ce rêve ne s'est pas réalisé : l'industrie américaine n'arrive même plus à satisfaire la demande nationale.

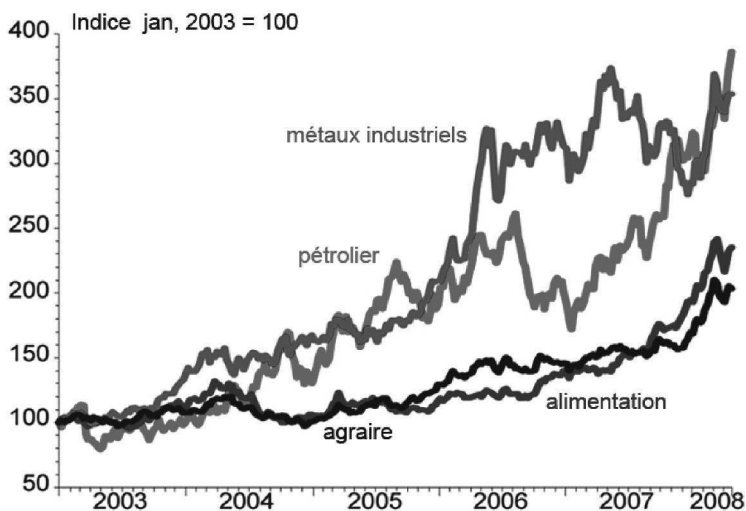
La nouvelle macro-économie globalisée, à la façon américaine, a été assidument théorisée par des économistes universitaires proches du pouvoir. Du point de vue théorique, leur perspective met une nouvelle articulation en lumière entre le contextuel et le conceptuel. En février 2005, la *Federal Reserve Bank de San Francisco* a organisé un colloque sur le thème *Revised Bretton Woods System : New Paradigm for Asian Development* où trois économistes (Michael Dooley, Peter Garber, David Folkers) ont défendu la thèse que les déficits américains étaient un bienfait pour le monde. Ils se sont avérés nécessaires pour le développement orienté sur l'exportation des émergents d'Asie. Cette nouvelle macro-économie à l'échelle de la planète pratiquée par la Maison Blanche a été proclamée, à ce colloque très médiatisé, comme étant « le nouveau paradigme du développement mondial ». En avril 2005, le réputé professeur en théorie monétaire de Princeton, Ben Bernanke, formulait sa propre version devant un forum d'économistes. Elle est devenue un mantra pour le régime Bush. Voici sa thèse : l'économie mondiale produit un *savings glut* ou un trop-plein d'épargne. Les producteurs de ce surplus sont les émergents d'Asie qui accumulent trop de réserves comme aussi, mais dans une moindre mesure, l'Europe mercantiliste. La source du déséquilibre américain se trouve ainsi « à l'extérieur ». Ce surplus en épargne, et donc en capital, trouve heureusement un placement productif grâce au nouveau concept de macro-économie globalisée, rendue possible par la coopération américaine. Celle-ci remplit la vocation de cheville ouvrière pour l'équilibre mondial. De ce point de vue, la surconsommation américaine (épargne zéro, voire endettement des ménages) n'est pas une aberration qu'il faut corriger puisqu'elle tend à résoudre les déséquilibres mondiaux. Le consommateur américain absorbe sans gêne les surplus d'exportation du monde et fonctionne de la sorte comme partenaire « complémentaire » idéal. Les déficits américains bouclent la boucle. C'est une plaidoirie magistrale. Et la thèse du professeur est une perle historique du genre « *felix culpa* » de la part d'un avocat du régime impérial de tendance messianique. Six mois après, le président Bush installait Ben Bernanke comme grand timonier de la *Federal Reserve*.

Les banquiers de Wall Street entraient alors en scène, avec leur nouveau turbo financier. Comme par magie, la nouvelle finance transformait les dettes des ménages et des entreprises en « capital neuf » sur base d'innovations et restructurations de portefeuille appelées « titrisation innovatrice ». Ces nouveaux titres de ressources financières (*securitized, collateralized debt*) étaient couverts par des fonds d'arbitrages (*hedge funds*) spécialisés en couverture des risques en la matière. De son côté, la FED (d'abord sous la gouvernance du magicien Alan Greenspan, puis de son successeur plus académique Ben Bernanke) pratiquait une politique de crédit facile et à bas taux d'intérêt. Et vu le succès apparent de cette alchimie financière pratiquée par le tandem « FED-Wall Street »,

les banquiers européens se sont également insérés dans ce circuit à grand profit. Mais, plus récemment, celui-ci s'est transformé en tourbillon de grandes pertes. La pratique de dettes et d'emprunts « re-titrés » s'appliquait en plus pour l'achat d'entreprises, par procédé « OPA » et par fusion de commun accord. Or, cette pratique a stimulé la deuxième bulle boursière de 2004-2007. La création de liquidités excessives et leur emploi pour des opérations spéculatives se sont généralisés et se sont aussi greffés sur les marchés des matières premières (le plus grand à Chicago). Cette troisième bulle a pris son envol après 2004. Donc à peu près au même moment où la bulle immobilière s'est mise en branle.

Alors que les bulles boursières et immobilières ont, dans leur phase initiale, fait monter la richesse en capital des consommateurs occidentaux, la bulle pétrolière et celle des matières premières et d'alimentation (figure 2) ont provoqué un effet de dégonflement de leur pouvoir d'achat. Pour le moment, ce désenchantement fait « la une » des médias aux Etats-Unis comme en Europe. La bulle des matières premières produit un bouleversement des termes internationaux d'échange, avec comme résultante une redistribution des revenus, dont les pays producteurs profitent. C'est la nouvelle donne d'une gouvernance mondiale, transformée en cercle vicieux par la spéculation excessive.

Figure 2 : La bulle des matières premières.



Depuis la crise des *subprime* de juillet 2007, le débat sur la relation entre la politique monétaire facile, les innovations artificielles de Wall Street, la surconsommation, l'affaiblissement de la capacité de compétition industrielle et les déficits bat son plein. En raison de son actualité, le

débat est mené dans la presse financière. Et, signe de notre temps, l'argumentation est de plus en plus nichée dans des sites internet spécialisés en la matière. Citons les plus influents : Goldman Sachs, Bloomberg, Morgan Stanley, Safe Haven, Econbrowser, Global Research. Un nombre croissant de ténors développent leur plaidoyer sur un blog personnel. Les vedettes sont Stephen Roach, Nouriel Roubini, Kennet Rogoff, Doug Nolan. Incité par ces *arbitristas* modernes, j'ai installé mon propre blog : [www.Huispagina Prof Louis Baeck](http://www.HuispaginaProfLouisBaeck.be). Suite à la crise financière un nombre grandissant de thématisations américaines sont une critique acerbe de la politique menée par la FED et de la magie pratiquée par les alchimistes de Wall Street. Ils exercent l'art de cette culture discursive « avec verve ». Les métaphores frappantes ne laissent aucun doute, comme le montre un extrait du site *Global Research* (08/02/08) :

« The New Finance was built on an incestuous, interlocking, if informal cartel of players, all reading from the script written by Alan Greenspan and his friends at J. P. Morgan, Citigroup, Goldman Sachs and the other major Financial houses of New York. Securitisation was going to secure a new American Century... Key to the revolution in finance in addition to the unabashed backing of the Greenspan FED, was the complicity of the Executive, Legislative and Judicial branches of the US Government right to the Supreme Court and the complicity of the leading rating-agencies... It required a Congress and Executive branch that would reject rational appeals to regulate the derivatives, hedge funds and the myriad other innovators... It required that the major government-certified rating agencies give their credit AAA imprimatur to a tiny handful of poorly regulated insurance companies called Monolines, all based in New York »².

² La « Nouvelle Finance » fonctionnait sur base d'un cartel de banques d'affaires dont les interrelations étaient étroites, voire incestueuses, mais informelles. Les participants se déclaraient être des adeptes du catéchisme rédigé par Greenspan, alors manager à J. P. Morgan, en collaboration avec ses collègues CEO à Citigroup, Goldman Sachs et quelques autres maisons maîtres de New York. En fanfare, ils prétendaient de lancer un nouveau « Siècle Américain », grâce à la magie de la « titrisation » nouvelle formule. En outre, la clé du succès de cette révolution financière animée par Greenspan, une fois devenue patron de la FED, consistait en la complicité sans fard des branches exécutives et législatives du gouvernement, de la Cour Suprême ainsi que de la connivence des agences de validation et d'évaluation des titres émis. La bonne marche de ce système exige que le gouvernement et le parlement se tiennent totalement à l'écart. Et surtout, que la FED refuse d'envisager la moindre initiative qui pourrait mener à une quelconque régulation ou contrôle des produits nouveaux appelés « dérives », des fonds d'arbitrages à haut risque et de la myriade d'initiateurs d'innovations financières. La magie des innovations donnait le plein rendement tant que les agences officielles de validation conféraient des grades très élevés, avec l'*imprimatur* AAA, aux titres d'assurance crédit (appelés MONOLINES) issus par une petite clique de compagnies d'assurances superficiellement contrôlées, mais ayant toutes leur siège à New York.

Depuis la fin des années 90, le système de l'économie mondiale a changé. Les déficits des balances extérieures américaines et l'endettement international qui en résulte, sont couverts par du « papier financier » émanant de Wall Street et du Gouvernement fédéral sous forme de Bons du Trésor. Ce sont des dettes « re-titrées ». En revanche, les émergents d'Asie comme les exportateurs de pétrole produisent et exportent des surplus en marchandises « matérielles ou réelles ». L'Europe se trouve à cheval entre ces deux et forme un cas à part. Les balances extérieures de notre continent sont en déséquilibre entre les membres de l'UE25, mais l'ensemble de l'UE25 est en équilibre avec le reste du monde. Les pays membres de l'Union monétaire européenne (UEM12) ont également, quoique en moindre mesure, participé à la pratique des bulles boursières et immobilières. Toutefois, il y a plus grave. Les charges découlant du vieillissement de notre population augmentent, alors que le nombre des actifs diminue. Ce rapport contraire ne peut durer longtemps. Donc, le taux de croissance de la population active devra augmenter. Or, nous nous crions devant l'immigration venant du Sud, pendant que les États-Unis laissent entrer un million d'immigrants par an. Les pays au centre de l'UE se positionnent de façon assez négative devant l'inéluctable, c'est-à-dire la diversité démographique résultant de l'immigration. Toutefois, ils souffrent déjà des contre-coups sérieux dus au vieillissement. bercé par le mythe illusoire de la pureté démographique et culturelle, le noyau européen reste en retard sur l'heure « démographique » de la mondialisation. Et le débat sur notre trajectoire de globalisation est moins ouvert et franc qu'aux États-Unis.

À partir de l'été 2007, et suite à l'implosion des *subprime credits*, les marchés financiers d'abord de Wall Street et, par contagion, ceux de l'Europe, dansent le tango selon le style le plus instable. Après la crise du *subprime*, une masse de capitaux spéculatifs s'était détournée du marché des actions pour spéculer sur les hydrocarbures, les métaux et les produits agricoles. Depuis le dernier trimestre 2007, cet afflux de capitaux a accentué la hausse et la volatilité des prix. Depuis janvier-février 2008, le cours des actions des banques ont plongé. Les institutions financières ont vu fondre leurs actifs. Pour combattre la paralysie, les gouvernements et les banques centrales « pompent » des moyens publics (l'argent du contribuable) espérant que la crise financière ne s'étende aux autres secteurs de l'économie. Depuis lors, une série de prestigieuses banques et compagnies d'assurances ont fait faillite, ou ont été achetées. Mais ce qui produit le choc politique est le fait que le gouvernement américain, formé par l'aile conservatrice du parti républicain, se voit obligé de prélever une masse d'aides publiques pour renflouer la caisse des naufragés. Le gouvernement du « laissez faire » s'est transformé en bailleur de fonds publics et pratique la mise sous tutelle de certaines banques en faillite. Le rêve néolibéral de la dérégulation cède la place au désenchantement de la

clientèle détentrice des titres de grande perte. Les liquidités s'évaporent et les bulles se dégonflent. Cette année, d'élection présidentielle annonce un grand débat sur l'opportunité et la direction des réformes.

À l'autre bord de l'océan atlantique, le discours culturel bat son plein. L'axe de la macro-économie s'est inversée : de la capacité de production vers les *stimuli* de la consommation. L'économie américaine s'est transformée en économie de consommation. Et le turbo financier avec ses bulles spéculatives (spirale des avoirs en bourse, bulle de la valeur de l'immobilier des ménages) ont fonctionné comme catalyseur des dépenses des ménages et des entreprises. Le nouveau stimulant de la consommation, appelé *wealth-effect* ou le levier du revenu-capital en tant que supplément des dépenses courantes du revenu-travail, est devenu un facteur crucial dans la dynamique économique des dernières années. Il a remplacé la capacité de la production « réelle » comme cheville ouvrière de la conjoncture pour en devenir le baromètre. La politique de stimulation financière (effet de capital boursier et immobilier) et monétaire (taux d'intérêts très bas) de la consommation est une transformation systémique. Elle signale et signifie une rupture avec la célèbre thèse sur « l'éthique protestante » formulée par Max Weber. Voici l'essentiel : en produisant et même accumulant la richesse tout en trouvant « la vertu » dans l'ascétisme préconisé par certaines sectes protestantes aux États-Unis, le capitalisme américain se serait déployé sans frein d'ordre moral et sans blocage par manque d'épargne et de capital. Dans ses travaux magistraux sur le rôle central des religions dans le développement économique 1904-1905, Max Weber a célébré l'éthique d'ascétisme calviniste, comme la logique interne ou l'esprit du capitalisme. La sociologie américaine de la modernisation de tendance conservatrice en a fait un hymne national. Or, il faut se rappeler que Thorstein Veblen, iconoclaste académique et fondateur de la sociologie économique américaine, avait déjà profilé un comportement très différent des entrepreneurs américains. Personnellement, j'estime sa retentissante publication, avec comme titre *Theory of the Leisure Class* (1899), moins dogmatique et sous l'œil de l'Histoire, plus pertinente. Thorstein Veblen est un empiriste et un réaliste. Et il porte son regard sur la consommation. Il la voit déjà au début du XX^e siècle comme un moteur déterminant du capitalisme américain. La consommation joue un rôle important comme critère de différenciation – ou stratification sociale – et par rapport au positionnement de l'individu dans la société. Dans une première phase, celle du décollage, c'est le comportement ostentatoire de la *conspicuous consumption* des capitalistes arrivés au sommet qui met ce ressort en marche. Les riches désirent étaler leur richesse sur le forum public. Leur émulation en consommation spectaculaire les fait monter en prestige. Dans la deuxième phase, quand l'augmentation du niveau de vie se généralise, la masse attrape le même virus et se met à imiter cette

propension à consommer. Dans son livre *Who are we ?* (2004), le réputé politologue néoconservateur Samuel Huntington a repris le thème des valeurs protestantes. Il les situe dans le contexte de leur mutation, suite à l'immigration du nombre croissant de non-européens. Pour le moment la composition démographique est comme suit : 70 % de blancs, 12 % hispaniques, 11,4 % noirs, 4,1 % asiatiques. En fait, son livre est une analyse du choc interne de civilisation résultant de « l'hispanisation » accélérée. Selon l'auteur, l'invasion des hispaniques ébranle l'identité nationale et menace la langue et la culture de la majorité anglo-protestante. Sous l'influence des Latinos, l'hédonisme de consommation se généralise. Donc, dans la bonne tradition néoconservatrice, c'est avec l'arrivée « des autres » que le rêve américain se gâte. En 2004, personne et pas même Samuel Huntington n'aurait pu imaginer que le candidat à la présidence avec une bonne chance de gagner ne serait pas un hispanique, mais un afro-américain. Cette imprévue politique est un signal clair non seulement de la grandissante diversité démographique en cours, mais aussi de la mutation culturelle de cette république dynamique.

Les États-Unis vivent une période de clivage entre citoyens et gouvernement fédéral, entre riches et pauvres, entre Américains de souche et immigrés de différentes races et cultures. Et dans la quête d'ouverture et le désir d'un changement vers une nouvelle cohérence nationale, le candidat Barak Obama s'est fait le porte-parole de la nouvelle génération et de tous ceux qui rêvent d'une autre Amérique : avec moins de fractures et pour une société plus solidaire. Son propre *curriculum* est l'incarnation de la réussite personnelle dans l'Amérique pluriculturelle : père africain (du Kenya), mère de race blanche, grandi en Indonésie et Hawaï, études à Harvard, professeur de droit dans une université de prestige (Chicago) et jeune sénateur charismatique. Il est l'icône radiante de la diversité démographique et culturelle de cette grande démocratie construite par des immigrants. Le *curriculum* du candidat équivaut à une redéfinition identitaire pour les générations montantes de l'ère « après-Bush ». Impulsés par Barak Obama, le chantre du changement en profondeur, ses partisans du renouveau ont déjà provoqué un rebondissement haletant des forces vives de la nation. Dans sa campagne, le jeune sénateur a démontré le fait de ne pas avoir peur de cheminer hors des chemins battus. Il plaide en faveur de rapports humains et sociaux ouverts à la convivialité et d'une politique étrangère plus coopérative. Cette ouverture et ses perspectives sont certes prometteuses. Mais les sondages montrent qu'une partie importante de l'électorat américain se laisse encore envoûter par le rêve d'hégémonie soutenue par des expéditions militaires. Et la politique étrangère pèsera sur les résultats de l'élection. Dans le monde non occidental, Barak Obama est le candidat préféré à cause de son ouverture à d'autres cultures et d'objectifs géopolitiques branchés sur un monde multipolaire et multiculturel. Mais c'est l'électorat américain qui décide.

Conclusion

La globalisation de la communication, ses techniques électroniques d'instantanéité et la floraison de sites internet spécialisés ont considérablement modifié l'univers d'information et le contexte de la recherche. Pour rester branché sur les paramètres et le contexte en transformation rapide, le chercheur doit se transformer également en cybernaute. Il doit fréquenter les sources électroniques focalisées sur la mondialisation et sa problématique. Les publications sous forme de livres et de périodiques scientifiques imprimées ne suffisent plus. Car le déphasage croissant entre le temps qui s'écoule pour imprimer les formes traditionnelles d'information et les changements accélérés du contexte, exige d'autres méthodes de travail. La pratique de la nouvelle culture discursive « étayée en ligne » tend à combler cet écart.

Pour finir, signalons qu'en France, deux sites internet ont innové avec le lancement d'un « Forum Mondialisation ». Il s'agit de *PlanetAgora* (Forum sous la direction de Jean Tardif) et *GERM*. Le site *BABELMED* (dont le siège est à Rome) mérite également l'attention. Il s'adresse aux 22 pays du bassin méditerranéen dans le respect de leurs différentes races, religions et cultures.

Références

- Aglietta M., Berrebi L., 2007, *Les désordres dans le capitalisme mondial*, Paris, O. Jacob.
- Akamatsu K., 1962, « A Historical Pattern of Growth in Developing Countries », *The Developing Economies*, 1, pp. 3-25.
- Al-Qaradawi Y., 2000, *The role of values and ethics in Islamic economy*, Cairo, Maktabi Wahba.
- Assayag J., 2006, *Globalizing India : a Perspective from Below*, London, Methuen.
- Baek L., 1994, *The Mediterranean Tradition in Economic Thought*, London, Routledge.
- 1996, « Ibn Khaldûn's Political and Economic Realism », pp. 83-99, in : Moss L., ed., *Joseph Schumpeter, Historian of Economics*, London, Routledge.
- 1998, « Monetarismo y teorías del desarrollo en la Península Iberica en los siglos dieciseis y diecisiete », pp. 165-203, in : Camacho F., Robledo R., eds, *El Pensamiento Economico en la Escuela de Salamanca*, Salamanca, Ediciones Universidad.
- 2007, « Discours intellectuels sur la Mondialisation en Chine », *Monde Chinois*, 9, pp. 55-71.
- Benzine R., 2004, *Les nouveaux penseurs de l'islam*, Paris, A. Michel.

- Bergsten Fr., 2008, « A Partnership of Equals : how Washington should respond to China's economic challenge », *Foreign Affairs*, 4, Jul., pp. 96-112.
- Bernanke B., 2005, *Global Savings Glut and the us Current Account Deficit*, Richmond, Virginia, The Virginia Association of Economists.
- Caballero R., Gourinchas P.-O., 2008, « An Equilibrium Model for Global Imbalances and Low Interest Rates », *American Economic Review*, 1, mars, pp. 358-393.
- Jaffrelot Ch., 2005, *La démocratie par la Caste*, Paris, Fayard.
- Hamzawy A., 2003, « Hatar al aulama : die Arabische Globalisierungsdebatte », *Die Welt des Islams*, 2, pp. 173-212.
- Hanafi H., 2000, *The Middle East in whose world ?*, Bergen, University Press.
- Holzman M., Chen Y., 2003, *Écrits édifiants et curieux sur la Chine du XXI^e siècle*, La Tour d'Aigues, Éd. de L'Aube.
- Kasahara Sh., 2004, « The Flying Geese Paradigm : a Critical Study of its Application to East Asean Development », *Unctad Discussion Papers*, 169, pp. 21.
- Khulmani S., 1999, *The Idea of India*, New Delhi, Penguin Books.
- Lemoine Fr., 2007, « La montée en puissance de la Chine et l'intégration économique en Asie » *Hérodote*, 125, pp. 62-76.
- Li Sh., 2000, « The road to capitalism, competition and institutional change in China », *Journal of Comparative Economics*, 2, pp. 33-47.
- Liu K., 2004, *Globalization and cultural trends in China*, Honolulu, University of Hawai Press.
- Miasepassi A., 2000, *Intellectual discourses and the politics of modernization: negotiating modernity in islam*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Song S., Li R., 2002, « Globalization and the formation of socialism with Chinese characteristics », *Science in China*, sept, pp. 78-96.
- Stark J., 2002, « Zwischen politischen Kalkul und ideologischem Wettbewerb: Modelle des islamischen Staates in Malaysia », *Orient*, 3, pp. 63-74.
- Theunissen J. J., 2006, *Global Imbalances and the US Debt Problem*, The Hague, Fondad Organization.
- Todd E., 2002, *Après l'Empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard.
- Veblen Th., 1899, *Theory of the Leisure Class*, Baltimore.
- Wang Ch., 2003, *One China, many paths*, New York, Verso.
- Wang Sh., Hu A., 2000, *The political economy of uneven development : the case of China*, Armonk, M. E. Sharpe.
- Zheng Y., 2004, *Globalization and state transformation in China*, New York, Cambridge University Press.
- Weber M., 1904-1905, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, trad. de l'allemand par J. Chavy, Paris, Plon, 1964.